

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

*La chronique d'Yves Crozet **

AU SECOURS, LA CROISSANCE REVIENT !

Les données conjoncturelles de l'été 2006 ont surpris les observateurs. Alors que se ralentit (enfin ?) la croissance économique insolente que connaissent les États-Unis depuis 2003, l'augmentation du PIB s'accélère (enfin !) dans la zone euro qui va atteindre 2,5 % sur l'année. Dans cet ensemble, l'économie française a fait encore mieux en dépassant le 1 % trimestriel. Comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule, la baisse du chômage s'est accélérée. MM. de Villepin et Borloo tablent désormais sur un nombre de chômeurs inférieur à deux millions d'ici aux élections présidentielles de 2007, moins qu'en 1983.

Il est bien sûr nécessaire de prendre ces prédictions avec prudence. Elles supposent, pour se réaliser, que la croissance économique se poursuive à un niveau un peu supérieur à 2 % par an en tendance. Pour cela, la consommation, les investissements et les exportations doivent rester bien orientés. Il est également nécessaire que ne se produise pas un choc externe, financier (1), énergétique ou politique. Il est intéressant de réfléchir à ce qui pourrait se passer si les bons résultats économiques de 2006 devaient se confirmer.

D'abord, cela orienterait les débats de la campagne présidentielle vers des thématiques inattendues. Le chômage serait de moins en moins abordé comme un phénomène de masse, mais comme un problème d'adéquation entre population active et emplois disponibles. Formation et immigration deviennent alors les questions clés. Ensuite, ce nouvel « accès de croissance » invite à s'interroger sur le processus et le contenu de la croissance économique. Doit-on assimiler cette dernière à un « accès de fièvre », une situation malsaine

qui devrait nous inciter à rechercher plutôt la « décroissance » ?

1997, 2006 :
la croissance revient
quand on ne l'attend
pas !

Depuis plus de trente ans, l'économie française est censée être en crise. Le chômage est considéré comme un mal incurable. C'est en tout cas avec cet état d'esprit lugubre que s'était déroulée la campagne électorale consécutive à la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par Jacques Chirac. Le taux de chômage était alors proche de 12 % de la population active. Les prévisionnistes du BIT (2) pronostiquaient pour la France 14 % de chômeurs en l'an 2000. La France semblait dans l'incapacité de se qualifier pour l'euro. À droite (Loi de Robien) comme à gauche (programme des 35 heures) la seule arme à opposer à la montée du chômage semblait être le partage de cette ressource rare qu'était l'emploi.

La surprise fut donc générale, à la fin de l'année 1997, y compris pour le gouvernement Jospin, lorsque les indicateurs conjoncturels annoncèrent que l'économie française avait connu un net rebond au second semestre. Cette situation favorable perdura jusqu'en 2001. Le chômage retomba à moins de 9 % de la population active ; plus d'un million d'emplois furent

* Professeur à L'université Lyon 2,
yves.crozet@let.ish-lyon.cnrs.fr

(1) Voir la chronique du numéro précédent.

(2) Bureau International du Travail, organisme international indépendant basé à Genève.



créés. La France semblait enfin capable de faire aussi bien que la Grande-Bretagne et les États-Unis (3), eux aussi touchés par une longue vague de croissance comme ils n'en avaient pas connue depuis plusieurs décennies.

Cette croissance se poursuit aujourd'hui à l'échelle mondiale. La mondialisation a dopé la croissance des géants économiques que sont la Chine et l'Inde. L'Amérique latine connaît un regain de vigueur économique et de nombreux pays exportateurs de pétrole, comme la Russie ou l'Algérie, vivent une réelle embellie économique. Tout se passe comme si la croissance économique se jouait de tous les obstacles que l'actualité dresse devant elle. Les crises financières à répétition des années 1990 (Mexique, Corée, Russie...), l'éclatement de la bulle financière Internet en 2000-2001, le choc des attentats du 11 septembre 2001, la hausse spectaculaire des prix du pétrole depuis 2000, rien ne semble devoir arrêter la poursuite de la croissance économique.

Il serait bien sûr naïf d'en conclure que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais il serait au moins aussi stupide de raisonner aujourd'hui comme en 1997, de faire comme si la croissance économique n'était pas là.

Sus à la croissance ?

Le retour de la croissance économique est *a priori* une bonne nouvelle pour le gouvernement et l'actuelle majorité parlementaire. Mais il n'est pas sûr que cela aide à clarifier la situation politique à droite. Si elle se confirme, la baisse du chômage peut relancer une guerre des chefs à la tête de l'UMP et pour la désignation de son candidat à l'élection présidentielle. En outre, comme l'a compris à ses dépens Lionel Jospin en 2002, une campagne électorale ne se gagne pas sur un bilan, mais sur un projet que l'on réussit à faire partager. C'est là que les candidats à l'élection de 2007 devront faire

preuve de doigté. Comment prendre en compte dans un projet 2007-2012 les nouvelles perspectives que constitue la baisse annoncée du chômage, inscrite dans la pyramide des âges avec le départ à la retraite de la génération du *baby boom* ? Comment établir une politique tenant compte de la persistance du chômage dans certaines zones géographiques et pour certains groupes sociaux, alors que dans le même temps il manquera de la main d'œuvre dans certains secteurs, nécessitant peut-être un recours plus ample à l'immigration ? On voit aisément comment l'extrême droite va pouvoir surfer sur ces contradictions en stigmatisant les faux chômeurs (4). Paradoxalement, comme en 2002, l'extrême droite pourrait tirer les marrons du feu de la baisse du chômage !

La gauche, de son côté, aura au moins autant de mal que la droite à intégrer dans son projet la baisse du chômage. La persistance de la croissance économique et son impact sur le taux de chômage constituent d'abord une mauvaise nouvelle pour ceux dont le fonds de commerce électoral est basé sur l'idée d'une situation de crise. De ce point de vue, il y a fort à parier que les mois à venir vont voir se tendre les relations entre les différentes composantes de la gauche. Lorsque Ségolène Royal s'essaye à critiquer, *mezzo voce*, les 35 heures, lorsqu'elle reconnaît des qualités à la politique conduite par Tony Blair, elle ne fait qu'instiller quelques éléments de réalisme dans le débat. Mais c'est comme si elle agitait un chiffon rouge devant les électeurs qui se sentent proches de l'extrême gauche (de 10 à 20 % de l'électorat). Si la confirmation de l'amélioration de la situa-

(3) De 1991 à 2001, les États-Unis ont connu plus de 40 trimestres consécutifs de hausse du PIB. Il n'avaient jamais connu auparavant de phase d'expansion aussi longue. La récession qui a suivi a été de courte durée. Depuis 2002, la croissance est à nouveau vigoureuse, même si elle a un peu ralenti au second trimestre 2006.

(4) Dans l'arithmétique simpliste de l'extrême droite, la logique de stigmatisation est aisée à retourner. Dans les années 1980, on montrait du doigt les immigrés qui « prenaient le travail des chômeurs ». Dans une période de baisse du chômage, on montrera du doigt les chômeurs « des fainéants qui nous obligent à faire venir des immigrés ».

tion économique la conduit à adopter des thèmes de campagne qui tiennent compte de cet état de fait, elle va se trouver en porte à faux avec une grande partie de son électorat potentiel du second tour. C'est sans doute là que réside pour elle une des plus grandes difficultés (5).

D'autant qu'une partie de l'électorat protestataire généralement acquis à la gauche se trouve travaillée par un autre discours : celui qui s'instaure derrière le slogan de la « décroissance ». Ce thème, qui a connu un premier succès d'estime au début des années 1970, revient à la mode aujourd'hui sous une forme renouvelée.

Au début des années 1970, devant la flambée du prix des matières premières et du pétrole, et à l'occasion de la publication du premier rapport du Club de Rome (6), certains avaient préconisé la croissance zéro. Ils se fondaient sur l'idée que la rareté des ressources naturelles constituait un obstacle infranchissable. La croissance allait s'arrêter faute de combustible ! On retrouve en partie cette idée aujourd'hui avec la notion de « décroissance ». Les énormes besoins en énergie et en matières premières de la Chine et de l'Inde, sans compter tout ce que consomme (gaspillent ?) déjà les États-Unis se traduisent par une hausse des prix annonciatrice d'une rareté accrue.

Le cœur du raisonnement sur la nécessaire décroissance constate que la croissance économique est un phénomène durablement ancré, mais dont il faut interroger les fondements. En reprenant un constat ancien, familier des spécialistes de la comptabilité nationale, ses tenants dénoncent le contenu même de la production. Au lieu de répondre aux besoins fondamentaux, la production serait orientée par le jeu du profit vers la satisfaction de « faux besoins ». Produits futiles ou inutiles, voire dangereux ; émissions de télévision abrutissantes, activités qui ne servent qu'à compenser les « dégâts du progrès » : la liste est longue de ces productions de biens ou de services dont la légitimité est *a priori*

douteuse. A-t-on vraiment besoin de tous les produits cosmétiques proposés ? Est-ce vraiment un progrès que d'installer des lève-vitres électriques dans les voitures ? Pourquoi celles-ci sont-elles si puissantes alors que les vitesses sont limitées ? Ne faudrait-il réduire le recours à la voiture particulière alors que la marche à pied ou la bicyclette seraient plus adaptées ?

Intérêt et limites du moralisme économique

En fait, il ne s'agit pas d'une, mais de plusieurs formes sensiblement différentes de remise en cause de la croissance. L'impression d'unité de la critique provient du fait que dans tous les cas, apparaît une interrogation, et parfois une condamnation, morales. Le discours est normatif. Individuellement, mais aussi collectivement, les consommateurs ne doivent pas se laisser abuser par les charmes déléteurs de tel ou tel produit que leur vante la publicité. Plus généralement, ils sont invités à réagir contre les gaspillages qui sont une menace pour notre environnement, mais aussi pour nous-mêmes. Cet appel à la responsabilité, qui est le propre de la morale, renvoie en réalité à des visions du monde assez sensiblement différentes.

Pour un auteur comme Serge Latouche, la nécessité de la décroissance s'inscrit dans la critique radicale du capitalisme qui a toujours été la sienne. Pour cet économiste longtemps défenseur du système planifié en vigueur dans l'ex URSS, il est logique de continuer, sous d'autres formes, la critique du système capitaliste. La dénonciation de la multiplication des faux besoins s'impose car ils ne sont rien d'autres qu'une forme

(5) La problématique est à peu près la même pour MM Jospin, Strauss-Kahn ou Hollande, dont on sait qu'ils partagent des analyses économiques proches de celles de la présidente de la Région Poitou-Charentes.

(6) **D.L. Meadows et al.**, *The limits to growth*, Potomac Associates, Washington D.C., traduit en français sous le titre, *Halte à la croissance ?*, Fayard, Paris 1972.



nouvelle d'aliénation. On retrouve ici les critiques déjà anciennes formulées, entre autres, par Jean Baudrillard : la société de consommation n'est qu'une forme élaborée de manipulation des masses (7).

Bien que stimulante, cette critique se heurte à un obstacle de taille. Elle n'a pas à proposer de système de rechange. Plus précisément, les condamnations morales qu'elle profère, et les options alternatives qu'elle suggère ne remettent en cause ni le mécanisme même de la croissance, ni l'économie de marché.

Condamner moralement la fabrication ou la consommation d'un produit ne remet pas en cause la croissance économique pour la simple raison que celle-ci ne provient pas des besoins, mais des capacités de production. Si les pays industrialisés connaissent depuis plus de deux siècles ce phénomène, nouveau à l'échelle de l'histoire humaine, qu'est la croissance économique, ce n'est pas à cause de nouveaux besoins. C'est essentiellement parce que les capacités de production (les machines, les routes...) et les qualifications ne cessent de s'améliorer. Vouloir la décroissance c'est, en toute logique, vouloir en finir avec les formations qui, tendanciellement, améliorent les connaissances et les compétences des personnes. On ne peut pas à la fois militer pour la décroissance et s'émerveiller du fait que les enfants d'aujourd'hui sont plus compétents en informatique ou dans le maniement des téléphones portables.

La dénonciation des gaspillages, pour nécessaire qu'elle soit à l'échelle individuelle (éducation des enfants) et collective (respect de l'environnement), n'est donc en réalité qu'une invitation à produire et consommer mieux, mais pas moins. Il suffit pour s'en convaincre de prendre l'exemple de l'(in)sécurité routière. Avec plus de huit mille tués sur les routes chaque année au début des années 2000, et 80 000 blessés, la France pouvait se « vanter » d'accroître le PIB grâce aux accidents de la route. Ces derniers augmen-

taient la production des constructeurs automobiles, des carrossiers, des assureurs, des hôpitaux, etc. Un cas typique de gaspillage de ressources humaines et matérielles. Avec la sensible baisse des accidents, qu'il faut encore poursuivre, le nombre d'emplois a diminué dans la carrosserie automobile et il y a eu moins d'hospitalisations. Mais cela n'a pas ralenti la croissance économique. Le pouvoir d'achat, les compétences et les capacités de production se sont simplement déplacés dans d'autres champs.

Or ces nouveaux champs ne manquent pas pour que la croissance économique reste un phénomène durable, au sens où l'a défini le rapport Bruntland. Constatant les impasses de la notion de croissance zéro, ce rapport avait insisté sur le fait que la croissance économique était indispensable face aux immenses besoins des populations, notamment dans le Tiers Monde. Mais dans le même temps, il rappelait que cela devait se faire en respectant des critères de protection de l'environnement et de justice sociale (8).

Il faut donc se défier du miroir aux alouettes de la décroissance, mais prendre au sérieux la nécessaire réorientation des processus de production et de consommation. Dans de multiples domaines, agriculture, industrie, commerce, transports..., de nouveaux processus de production se mettent en place, plus respectueux de l'environnement. C'est une tâche immense qui est loin d'être achevée, et qui sera source de croissance et de bien-être.

Yves Crozet

(7) **J. Baudrillard**, *La société de consommation*, Gallimard, Idées, 1970.

(8) Le rapport dirigé par l'ex premier ministre norvégienne H.-G. Bruntland a été la base de la première conférence ONU sur l'environnement et le développement (Rio, 1992).

Nous aborderons dans notre prochaine chronique la question de la répartition des fruits de la croissance. Comment notamment éviter que seuls les 10 % de la population les plus riches profitent de la hausse de la richesse nationale ?